

Contribution de la FNPS à la consultation publique ouverte par l'Arcep jusqu'au 30 septembre 2025 sur la fixation des conditions de rémunération des marchands de presse

Préambule :

La FNPS soutient historiquement la vente au numéro ainsi que le réseau de marchands spécialistes. Ce soutien s'est concrétisé par des négociations constructives menées par la CRDP et son président avec la collaboration des SADP et en particulier des MLP. Cette étude d'impact non-disponible lors de la demande initiale de révision de la rémunération des marchands a permis à l'ensemble des acteurs de disposer d'une vision analytique du réseau et de ses mécanismes de rémunération.

Les simulations réalisées ont permis de cibler nos efforts sur les segments stratégiques, de corriger les anomalies du passé et d'offrir une évolution bénéfique pour tous. Il est important de souligner que cet effort est d'autant plus louable que la santé économique des éditeurs est particulièrement fragile, les sources de revenus se tarissant progressivement. La FNPS a toujours milité pour que le financement de ces mesures soit opéré au travers de la suppression des charges induites supportées par les éditeurs de magazines, charges qui ne bénéficient parfois qu'à un tout petit nombre d'acteurs.

Question 1. Que pensez-vous de l'introduction d'un tel taux plancher pour la rémunération des marchands spécialistes pour la vente de quotidiens ? Le cas échéant, quelles alternatives pourraient être envisagées afin de revaloriser les marchands spécialistes dont le taux de rémunération pour la vente de quotidiens serait de 16 %, après prise en compte des évolutions précitées ?

Position FNPS :

La FNPS estime que l'effort supporté par les éditeurs pour la vente de quotidiens doit être *a minima* identique à celui consenti pour les magazines. Un point central qui échappe à la compétence de l'Arcep néanmoins, à savoir la rémunération du réseau par la presse quotidienne régionale (PQR) et la presse hebdomadaire régionale (PHR) qui reste à un niveau extrêmement bas.

Question 2. Que pensez-vous des mesures de revalorisations de la rémunération des marchands spécialistes pour la vente de publications périodiques non quotidiennes et quotidiennes dans le présent projet de décision ?

Position FNPS :

La FNPS soutient la rémunération des marchands spécialistes pour la vente de publications périodiques non quotidiennes et quotidiennes telle que proposée dans le projet de décision. Ces mesures ont fait l'objet de négociations auxquelles nous avons contribué activement et permettent le maintien de marchands spécialistes sur l'ensemble du territoire en prêtant une attention particulière aux points de vente (PDV) localisés dans les agglomérations de moins de 50 000 habitants. Ces mesures constituent un levier d'incitation au maintien de la surface dédiée à la presse et de la taille des linéaires voire de son agrandissement. Ces mesures contribuent à renforcer l'attractivité de la presse pour les points de vente dans les territoires.

Question 4. Que pensez-vous de la précision selon laquelle, pour être considéré comme ouvert sept jours sur sept, la durée d'ouverture quotidienne minimale (du lundi au dimanche) d'un marchand de presse soit fixée à 4 heures et 30 minutes par jour ? Le cas échéant, quel ajustement à cette durée minimale quotidienne d'ouverture proposeriez-vous ?

Position FNPS :

Le réseau de marchands spécialistes agit en tant que commerçant responsable et adapte ses horaires d'ouverture aux attentes et besoins de sa clientèle. En ce sens, nous estimons que les représentants des marchands de presse sont les mieux placés pour évaluer les réalités du terrain. Les motivations d'ouverture du dimanche ne sont plus définies sur la seule base de la vente de la presse mais reposent désormais sur d'autres segments d'activité tels que la vente de jeux et de tabac. Le critère d'ouverture du dimanche doit également prendre en compte des spécificités de certains PDV situés dans des environnements ne permettant pas de satisfaire ce critère, comme les galeries marchandes d'hypermarché dont l'implantation impose parfois la fermeture le dimanche.

Question 5. Que pensez-vous des modalités de détermination du chiffre d'affaires TTC annuel dont dépendent les taux de majoration liés au chiffre d'affaires de chaque point de vente en métropole, d'une part, et en outre-mer, d'autre part ?

Position FNPS :

Ces modalités doivent prendre en compte les hausses de prix de vente décidées par les éditeurs en compensation de la baisse de vente.

Question 6. Que pensez-vous de la description des modalités de paiement différé des majorations liées au chiffre d'affaires et au label quotidien ?



Position FNPS :

Ces modalités n'appellent aucune remarque de notre part, nous laissons les représentants des SADP, dépositaires et diffuseurs définir les modalités les plus pratiques.

Question 7. Que pensez-vous des propositions d'explicitations formulées dans le cadre de la consolidation des conditions de rémunération issues des règles édictées par le CSMP ?

Position FNPS :

Ce point n'appelle aucune remarque de notre part.

Question 8. Les décisions du CSMP consolidées en annexe prévoient des mesures spécifiques applicables aux marchands de presse installés en outre-mer. Que pensez-vous de ces mesures et des catégories de points de vente existants sur ces territoires, par rapport à ce qui est applicable en métropole ? En particulier, lesquelles vous semblent toujours pertinentes et lesquelles mériteraient d'être harmonisées avec les règles applicables en métropole ? Le cas échéant, veuillez en préciser les raisons.

Position FNPS :

La gestion des PDV situés dans les outre-mer ne peut être assimilée à celle des PDV situés en métropole, les SADP ne disposent pas des informations concernant l'identité des PDV. Les règles concernant ces PDV doivent être définies en concertation avec les distributeurs locaux et les SADP.

Question 9. Quel est l'état des négociations entre les éditeurs de presse et les kiosquiers ? Le cas échéant, quelles actions pourraient être envisagées en vue d'aboutir à une proposition d'accord ? Plus généralement, quelles mesures devraient selon vous être retenues s'agissant des conditions de rémunération des kiosquiers ? Le cas échéant, veuillez en préciser les raisons.

Position FNPS :

La FNPS poursuit avec le SEPM la négociation avec les organisations de kiosquiers parisiens. Nous espérons pouvoir arriver à un accord qui prenne en compte la spécificité de ce réseau, ainsi que les critères de professionnalisation et de représentativité de l'activité presse sur cette typologie de PDV à Paris et dans les régions françaises.

Question 10. Merci de faire part à l'Arcep de toute autre observation relative au présent projet de décision, et en particulier son annexe.

Position FNPS :

Aucune remarque sur ce point. Nous laissons le soin aux SADP de définir les modalités les plus appropriées, comme le mentionne la contribution de la SADP MLP.